

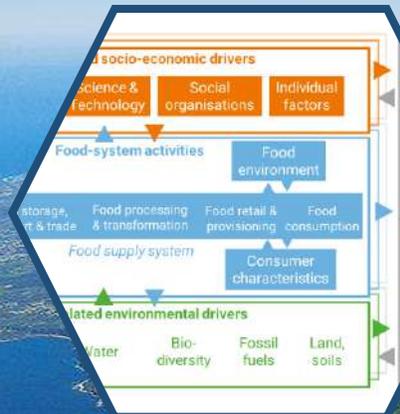
Cycle webinaires OCTAAVE - 03/12/2024

Présentation du projet ECAUSAI : “Ecologisation et Autonomisation des systèmes alimentaires insulaires”

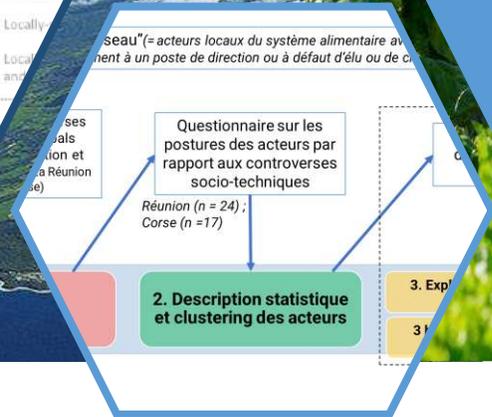
*Valentin Russeil, Frédéric Wallet, Hélène
David-Benz, Claire Cerdan, Louis Olié,
Jean-Michel Sorba*



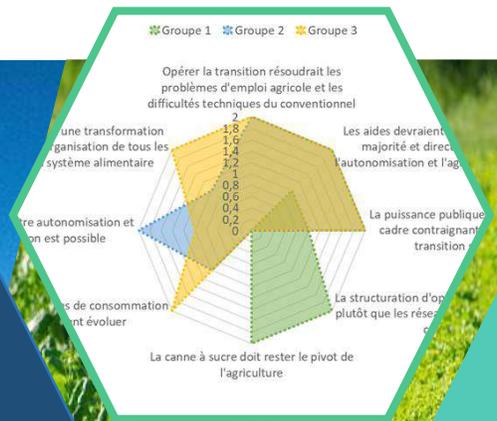
1. Introduction et cadre conceptuel



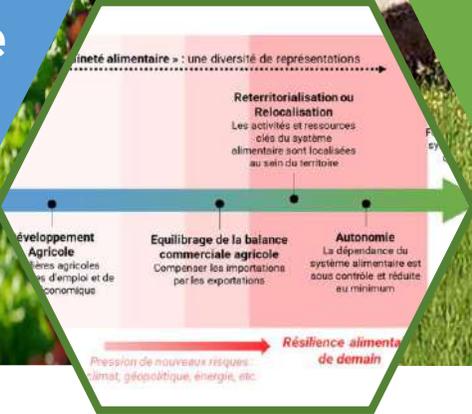
2. Description statistique et clustering des acteurs



2. Terrain d'études et méthodologie



3. Principaux résultats

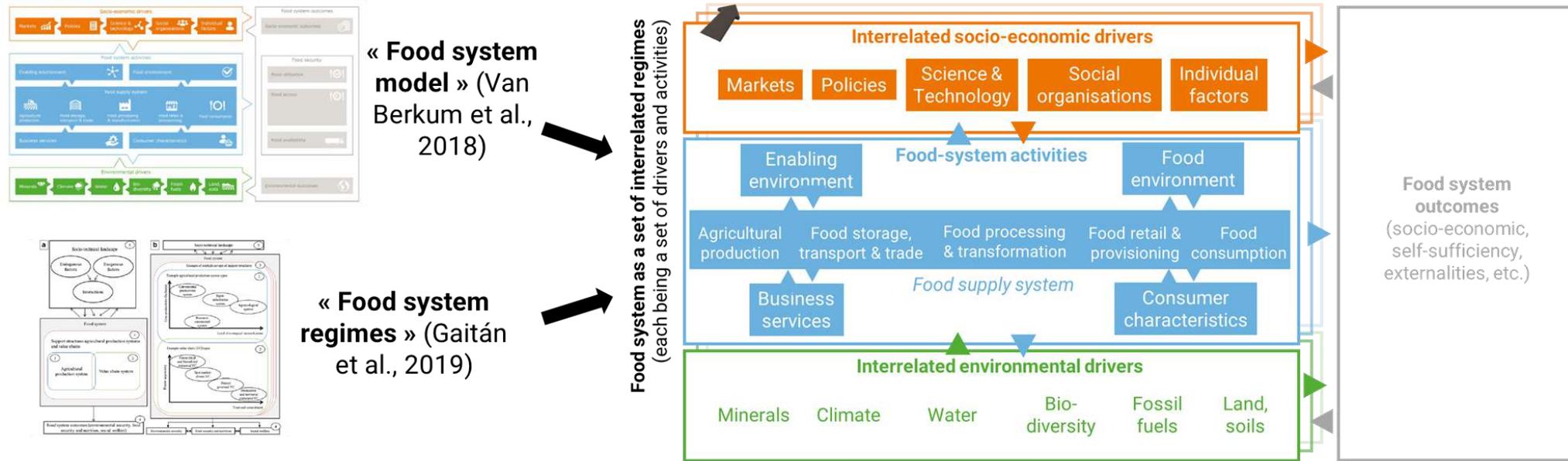


4. Discussion et conclusions

Introduction et cadre conceptuel : des visions de transition vers l'autonomisation et l'écologisation à l'échelle du système alimentaire

- **Système alimentaire** : ensemble des ressources, activités et acteurs, englobant les fonctions assurant l'approvisionnement et la consommation de nourriture (*HLPE, 2017*).
- **Écologisation du système alimentaire** : processus se traduisant par (i) une substitution des intrants synthétiques par des processus naturels au niveau de la production (*Duru et al., 2014*), (ii) une évolution du système alimentaire permettant cette substitution (*Gliessman, 2016*) et (iii) une préservation des ressources et limites naturelles directement ou indirectement impliquées dans la durabilité de la production (*Van Berkum et al., 2018 ; Richardson et al., 2023*).
- **Autonomisation du système alimentaire (définition normative proposée)** : processus se traduisant par une réduction contrôlée de certaines dépendances extra-territoriales du système alimentaire, matérielles (*Yuling et al., 2016 ; O'Hagan, 1976*) comme politiques (*Windfuhr & Jonsen, 2005 ; Paré, 2012 ; Madelrieux et al., 2020*) pour maximiser la résilience alimentaire (*Sirdey et al., 2023*).
- **Processus d'écologisation et d'autonomisation = transitions de système alimentaire ; Diversité des acteurs du système alimentaire = diversité de « visions » des « chemins de transition »** (*Wigboldus et al., 2021*)

Introduction et cadre conceptuel : adaptation de modèles existant pour représenter les interactions de processus d'autonomisation et d'écologisation



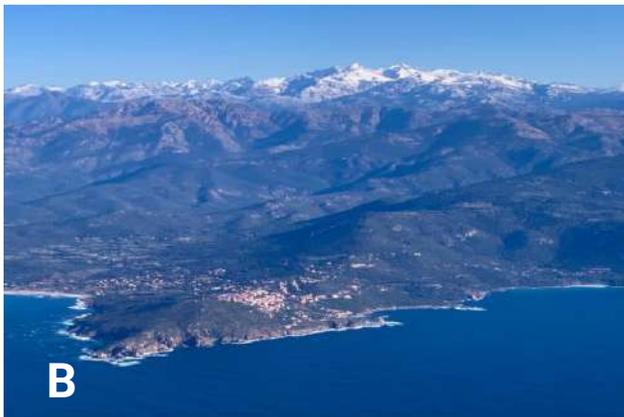
Quelles sont les conditions d'une synergie entre processus d'autonomisation et d'écologisation dans une transition de système alimentaire territorialisé ?

Hypothèse 1: des visions de transition contrastées coexistent, portées par des regimes distincts, et promouvant différentes articulations entre autonomisation et écologisation

Hypothèse 2 : ces visions partiellement cachées verrouillent le changement en se heurtant entre elles au niveau de controverses socio-techniques

« sociotechnical controverses » (Belmin et al., 2018)

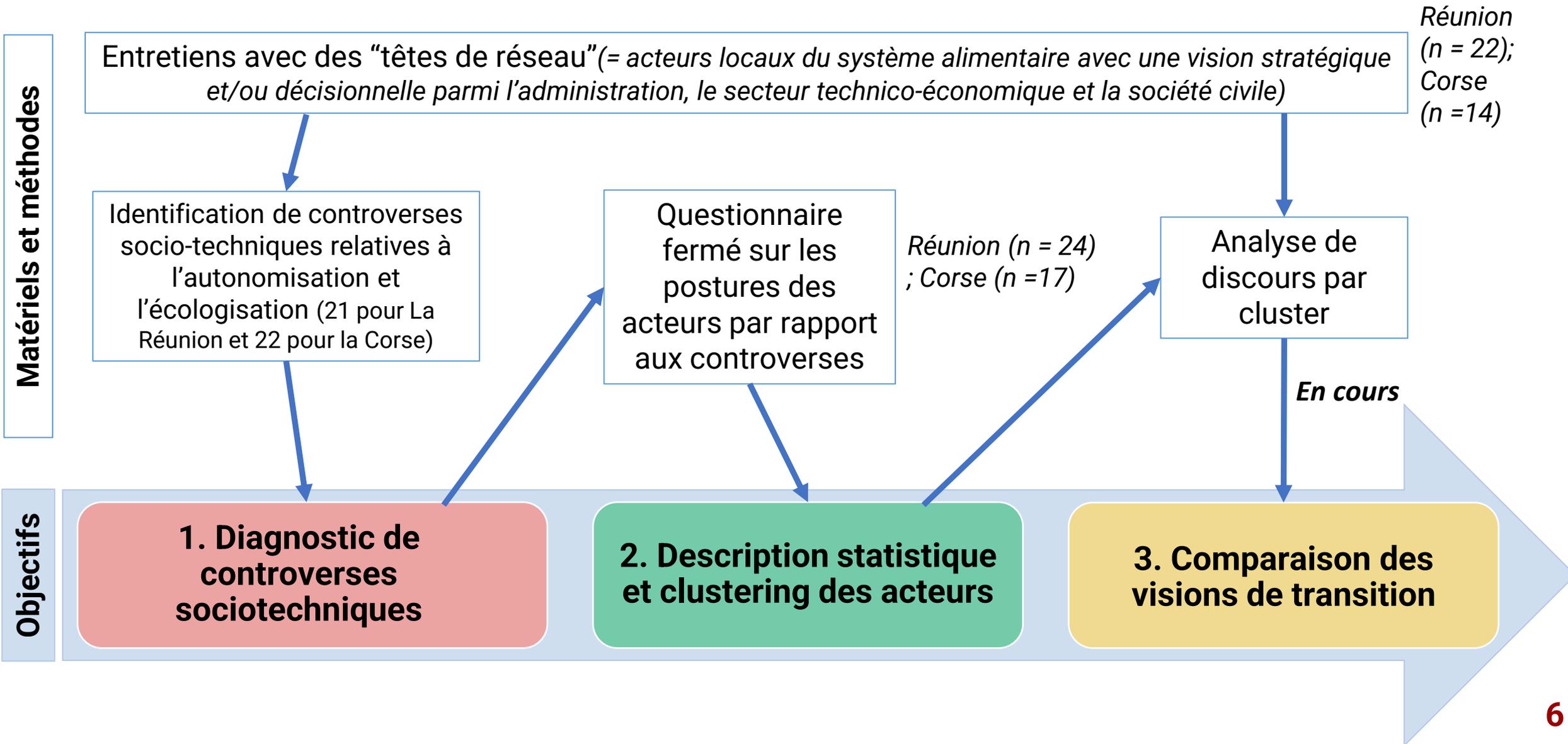
Terrain d'études et méthodologie : La Réunion et la Corse, laboratoires de l'autonomisation et de l'écologisation



Photographies des côtes réunionnaises (A) et corses (B)

- **Vulnérabilité** vis-à-vis des enjeux d'autonomisation (forte dépendance) et d'écologisation (ressources naturelles limitées) (*Angeon & Saffache, 2008*) ; 72% à La Réunion et 80% en Corse des denrées alimentaires sont importées et enjeux d'écologisation similaires (érosion, eau, adaptation climatique, pesticides, biodiversité) (*données et calculs ECAUSAI*)
- **Des « territoires laboratoires »** : périmètres d'études mieux identifiables (*Chertow et al. 2013*) idéaux pour des analyses de systèmes alimentaires (*Guell et al., 2022*) ; moindre quantité d'acteurs
- **Des décideurs locaux porteurs de projets de transition** : vers l'autonomie alimentaire mais de manière durable (recours à l'agroécologie) (*CESECC, 2019 ; Préfecture de La Réunion, 2023*)
- Pourtant, **deux territoires contrastés** : climat, histoire, contexte politique, démographie, proximité avec la France, principales activités agricoles, etc.

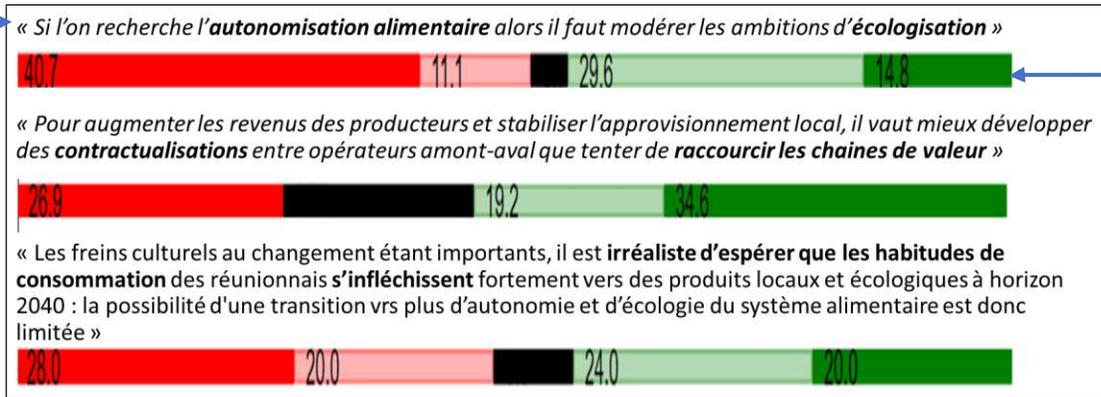
Terrain d'études et méthodologie : vue générale du projet



Terrain d'études et méthodologie : (re)formulation de controverses spécifiques aux transitions des contextes étudiés

Entretiens avec des "têtes de réseau" : formulation polarisante de controverses

Questionnaire fermé sur les postures des acteurs TDR



Sélection des controverses discriminantes d'après une ACP

Organisation thématique des controverses par analyse de posture

Clustering des visions selon les postures et analyse de leurs narratifs

En cours

Objectifs

1. Diagnostic de controverses sociotechniques

2. Description statistique et clustering des acteurs

3. Comparaison des visions de transition

Principaux résultats : organisation thématique des controverses par analyse de posture

REUNION :

Matrice de
corrélation : 16/21
controverses
conservées

| |
|---|
| Si l'on recherche l'autonomisation alimentaire alors il faut modérer les ambitions d'écologisation. |
| C'est une réussite si le système alimentaire maintient une offre de produits locaux rentables pour les opérateurs de la chaîne de valeur à des prix abordables pour la majorité des consommateurs, même si ces denrées alimentaires sont produites de manière conventionnelle et ne couvrent qu'une fraction des besoins alimentaires de la population. |
| Pour augmenter les revenus des producteurs et stabiliser l'approvisionnement local, il vaut mieux développer des contractualisations entre opérateurs amont-aval que tenter de raccourcir les chaînes de valeur. |
| Pour augmenter la consommation de produits locaux de qualité il faut se limiter à produire les denrées que veulent manger les réunionnais et qui sont facilement cultivables localement. |
| Diversifier les cultures sur le territoire au détriment des surfaces de canne à sucre est une étape indispensable pour une transition vers plus d'autonomie et d'écologie du système alimentaire. |
| Viser l'autonomisation alimentaire en réduisant significativement les subventions à la filière canne à sucre, c'est provoquer une crise économique et sociale dans les secteurs agricoles et agroalimentaires réunionnais. |
| Un système alimentaire plus autonome et écologique peut permettre de créer des emplois attractifs sur des exploitations plus petites et avec un travail agricole organisé différemment : le manque de main-d'œuvre agricole n'est donc pas un frein pour opérer cette transition. |
| L'agriculture réunionnaise fait face à plusieurs défis techniques : loin d'être un argument contre la transition, cette situation confirme plutôt la nécessité d'une écologisation des modes de produire, allant potentiellement jusqu'à une transformation des structures d'exploitation voire des réseaux de commercialisation. |
| Les modes de gouvernance actuels qui régissent le système alimentaire ne sont pas adaptés pour amorcer et accompagner une transition vers plus d'autonomie et d'écologie. |
| Pour opérer une transition du système alimentaire, les organisations agricoles territoriales telles que les structures coopératives et les interprofessions apportent davantage de bénéfices (sécurité des opérateurs, conseil aux producteurs, etc.) que ne peuvent le faire les réseaux d'acteurs plus petits et localisés. |
| Plutôt que de soutenir indistinctement toutes les filières, les collectivités et l'Etat doivent flécher une majorité de leurs soutiens publics en faveur de la production et de la consommation des produits alimentaires locaux à la fois vertueux sur le plan écologique et qui peuvent se substituer à des importations. |
| La puissance publique doit orienter les acteurs vers une autonomisation et une écologisation du système alimentaire par un cadre réglementaire contraignant. |
| Subventionner les surcoûts d'une transition vers plus d'autonomie et d'écologie du système alimentaire serait compensé par les économies de la société réalisées sur les coûts cachés actuels de l'alimentation et de l'agriculture. |
| Les freins culturels au changement étant importants, il est irréaliste d'espérer que les habitudes de consommation des réunionnais s'infléchissent fortement vers des produits locaux et écologiques à horizon 2040 : la possibilité d'une transition vers plus d'autonomie et d'écologie du système alimentaire est donc limitée. |
| Les collectifs publics et citoyens engagés sur la question de l'alimentation sont aussi légitimes que les filières agricoles professionnelles pour contribuer à l'autonomisation et l'écologisation du système alimentaire : à ce titre, ils peuvent prétendre à exploiter une portion des terres agricoles. |
| Parce qu'ils contribuent à l'autonomisation alimentaire, les acteurs de la petite agriculture vivrière doivent être reconnus par des statuts, soutenus et être accompagnés pour progresser en termes d'écologisation de leurs pratiques. |

La canne à sucre doit rester le pivot de l'agriculture
Les habitudes de consommation peuvent évoluer
La synergie entre autonomisation et écologisation est possible
L'agriculture raisonnée peut se généraliser à la différence des pratiques d'agriculture biologique

Les règles du marché s'imposent, contraignant la faisabilité d'une transition
La puissance publique doit fixer un cadre contraignant pour que la transition s'opère
La transition est une transformation profonde de l'organisation de tous les maillons du système alimentaire
Opérer la transition résoudrait les problèmes d'emploi agricole et les difficultés techniques du conventionnel
Les aides devraient soutenir en majorité et directement l'autonomisation et l'agroécologie
La structuration d'opérateurs en filières plutôt que les réseaux locaux et circuits courts

Les difficultés techniques d'une transition vers un système plus local et écologique se résolvent par la formation et l'accompagnement
Une baisse des volumes de produits corses exportés est nécessaire à la transition

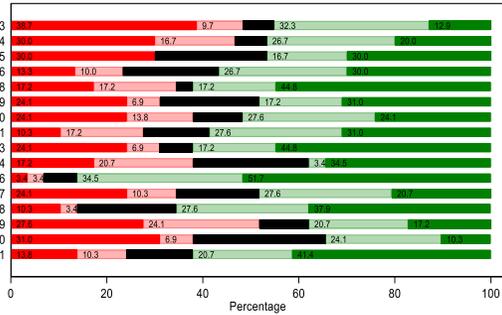
CORSE :

Matrice de
corrélation : 9/22
controverses
conservées

| |
|--|
| Les défis techniques auxquels la production agricole corse fait face ne constituent pas un argument contre la transition : cette situation confirme plutôt la nécessité d'une écologisation des modes de produire, allant potentiellement jusqu'à une transformation des structures d'exploitation voire des réseaux de commercialisation. |
| Les acteurs agricoles sont en capacité de faire face à une plus grande complexité technique et administrative pour aller vers une production davantage locale et écologique, mais à la condition d'être mieux accompagnés et formés. |
| Pour augmenter les revenus des producteurs et stabiliser l'approvisionnement local, il vaut mieux développer des contractualisations amont-aval entre opérateurs que tenter de raccourcir les chaînes de valeur. |
| Il est préférable de développer de grandes infrastructures logistiques à l'échelle de la Corse pour regrouper l'offre que d'aider les producteurs isolés à développer une logistique locale pour écouler leurs produits. |
| Pour opérer une transition du système alimentaire, les organisations agricoles territoriales telles que les structures coopératives et les interprofessions apportent davantage de bénéfices (sécurité des opérateurs, conseil aux producteurs, etc.) que ne peuvent le faire les réseaux d'acteurs plus petits et localisés. |
| L'autonomisation alimentaire ne doit pas se traduire par une baisse des volumes de produits corses exportés. |
| Les collectifs publics et citoyens engagés sur la question de l'alimentation sont aussi légitimes que les filières agricoles professionnelles pour contribuer à l'autonomisation et l'écologisation du système alimentaire : à ce titre, ils peuvent prétendre à exploiter une portion des terres agricoles. |
| Plutôt que de soutenir indistinctement toutes les filières, les collectivités et l'Etat doivent flécher une majorité de leurs soutiens publics en faveur de la production et de la consommation des produits alimentaires locaux à la fois vertueux sur le plan écologique et qui peuvent se substituer à des importations. |
| Pour impulser des transformations nécessaires à une autonomisation et une écologisation du système alimentaire, la politique agricole corse doit employer d'autres outils au-delà des aides financières. |

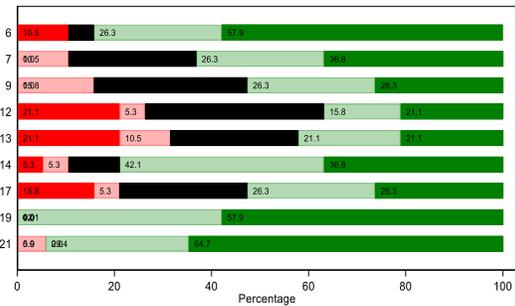
Principaux résultats : 3 clusters de « visions » de la transition sur chaque île

REUNION :

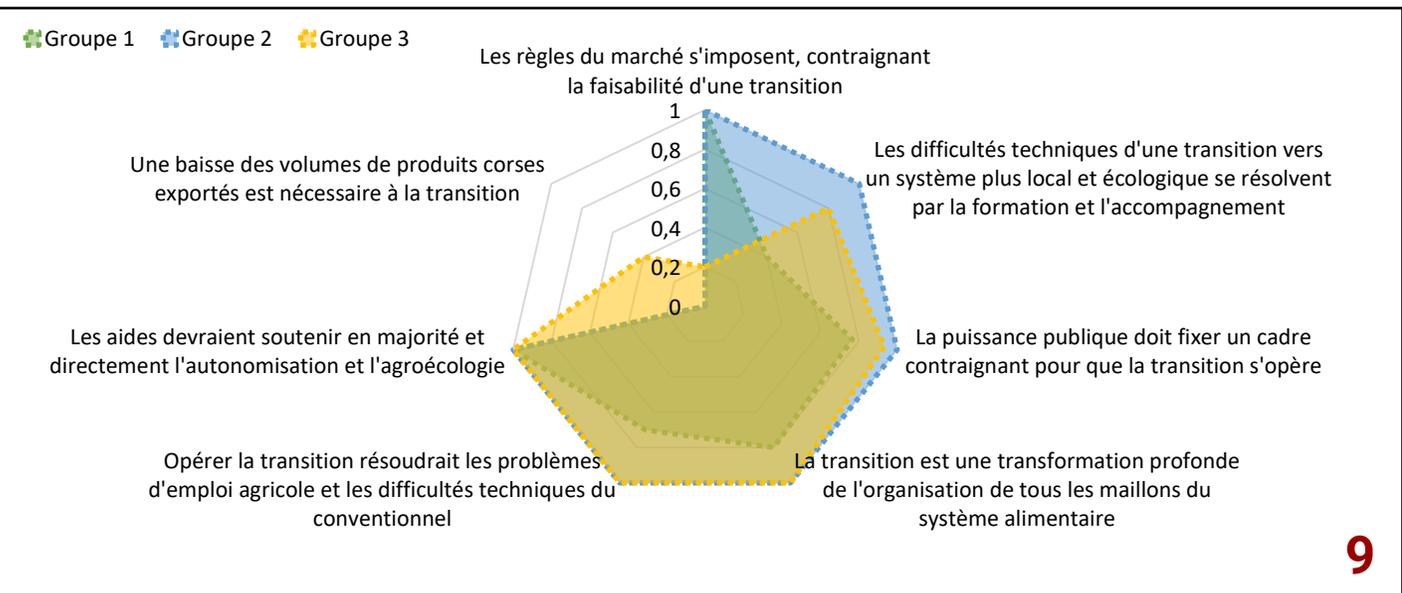
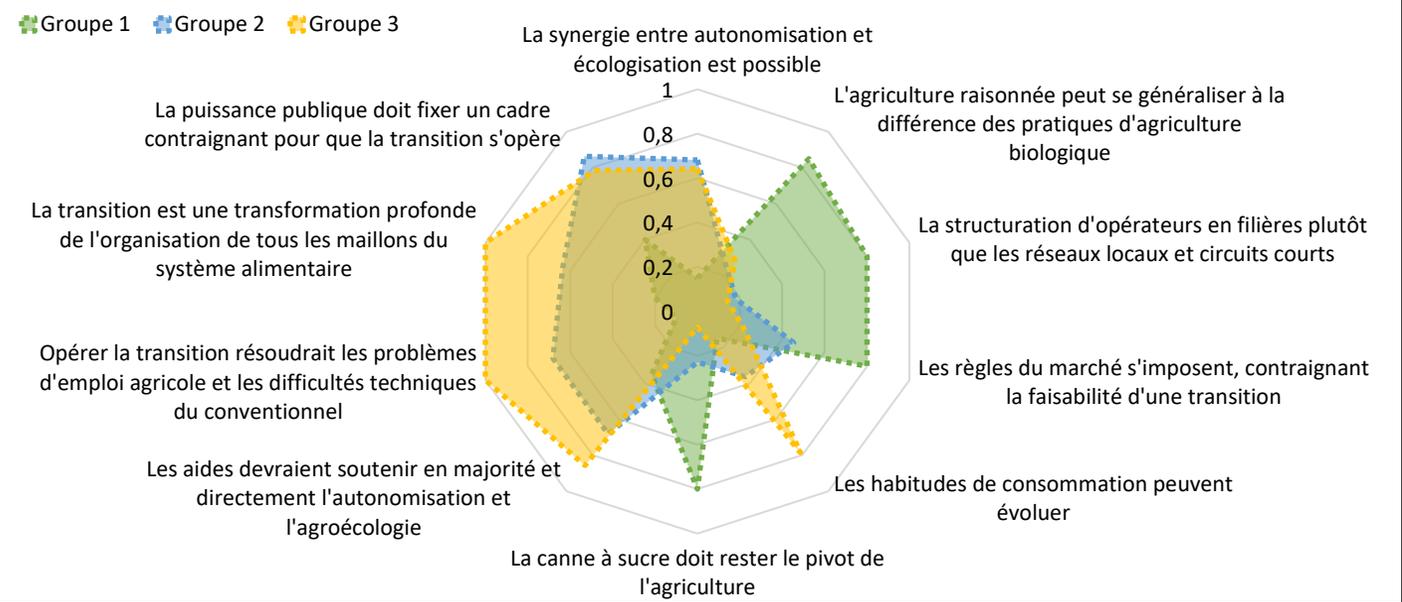
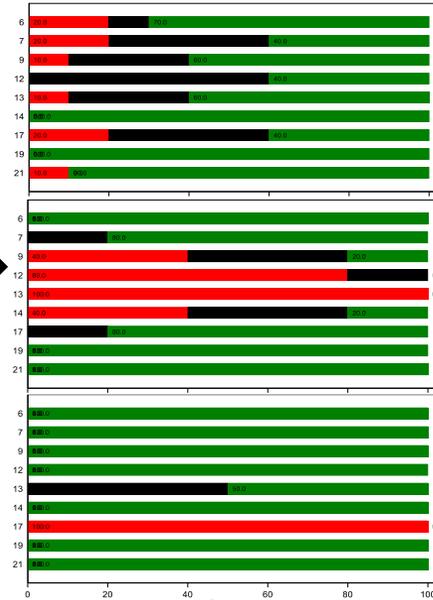
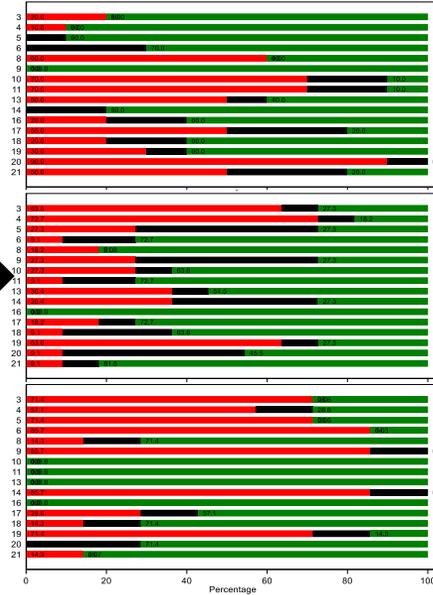
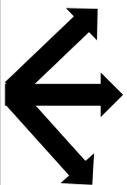
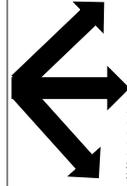


Matrice de corrélation = on conserve
16/21 controverses
Indice KMO > 0,8

CORSE :



Matrice de corrélation = on conserve
9/22 controverses
Indice KMO ~ 0,6



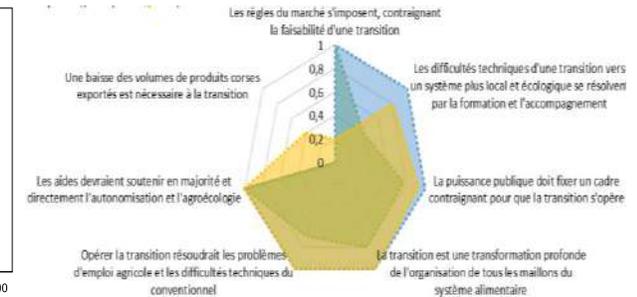
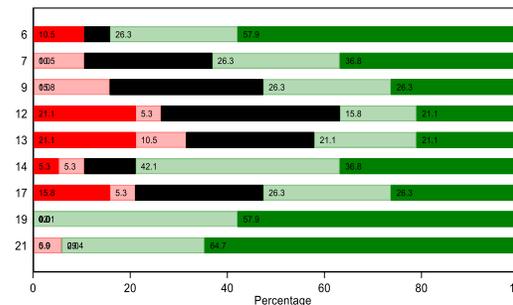
Discussion et conclusions : des analyses qui se poursuivent en Corse et à Toulouse

A La Réunion :

- Trois visions de la transition = trois définitions de la « souveraineté alimentaire »
- Double-axe (autonomisation-écologisation) à construire pour placer les différentes visions de la transition = quelle articulation proposée entre autonomisation et écologisation dans chaque narratif ?
- Gradient des narratifs de l'écologisation à croiser avec celui de l'autonomisation

En Corse :

- Des résultats moins « parlants »...
- Une analyse de discours à renforcer pour contrebalancer le « bruit » dans les résultats du questionnaire
- Quel recoupage avec La Réunion ?



A Toulouse (travail exploratoire dans le cadre du post-doctorat) :

- Intérêt de la capitalisation des travaux Réunion et Corse pour un terrain non-insulaire
- Redimensionnement de la phase d'entretiens longs initiales par rapport à la phase de questionnaire
- 3 entretiens exploratoires : possibilité de trouver suffisamment de polarités pour un questionnaire ?

